



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°13

LA FONCTION EXÉCUTIVE

La définition de la fonction exécutive a tellement évolué qu'elle englobe désormais des choses très différentes, des institutions très variées et des modalités d'organisation diverses.

Plusieurs définitions de la fonction exécutive

A l'origine, la fonction exécutive était conçue comme une fonction exclusive d'exécution des lois : la mission des autorités exécutives consistait uniquement à donner les ordres nécessaires pour que les lois soient exécutées et respectées. On était donc bien loin d'une fonction politique.

Mais ce cadre restrictif n'était pas durable car l'organe exécutif avait également pour mission de conduire les relations internationales, ce qui est contradictoire avec une simple tâche d'exécution. Ainsi, à partir de l'an VIII, le pouvoir exécutif se voit également confier l'initiative des lois. Les usages évoluant, c'est au début du XIX^{ème} siècle que le pouvoir exécutif commence à disposer de moyens réels pour influencer l'activité législative : droit d'expression au sein des chambres parlementaires, menace de dissolution, question de confiance...

La constitution de 1958 confirme cette dimension d'initiative et de leadership politique dans son article 20 : « *le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation.* »

Les organes de la fonction exécutive : système moniste et système dualiste

Le pouvoir exécutif peut revêtir des formes différentes selon qu'il soit moniste ou dualiste. On dit qu'il est moniste lorsqu'il existe un chef incontesté à la tête du pouvoir exécutif. C'est l'exemple américain dans lequel le président dirige en décidant seul des grandes orientations (ce qui n'empêche pas d'en confier la gestion à ses ministres).

Le régime dualiste permet l'existence d'un gouvernement qui n'est pas solidaire du chef de l'Etat, mais qui est au contraire responsable devant lui et devant le Parlement. C'est l'exemple français dans lequel le Premier ministre est d'une part nommé par le président de la République et responsable devant lui, mais également devant le Parlement puisque l'Assemblée nationale peut voter une motion de censure et le contraindre à la démission.

Les démembrements de la fonction exécutive

Le pouvoir exécutif peut déléguer son pouvoir par des procédés d'organisation administrative que sont la décentralisation (voir page 42) et la création d'autorités administratives indépendantes.

Pour faire simple, une autorité administrative indépendante (AAI) est une institution de l'État chargée d'assurer la régulation de secteurs considérés comme essentiels et pour lesquels le gouvernement veut éviter d'intervenir trop directement.

Assez différentes les unes des autres, elles présentent donc un caractère commun qui les distingue : les autorités administratives indépendantes ne reçoivent pas d'instructions du gouvernement et ne sont pas soumises à la hiérarchie administrative. En effet, selon le rapport public du Conseil d'État publié en 2001, elles sont des « organismes administratifs qui agissent au nom de l'État et disposent d'un réel pouvoir, sans pour autant relever de l'autorité du gouvernement. »

Leur mission est de garantir la neutralité et l'impartialité de leurs décisions, mais aussi la compétence technique et la protection des intérêts des destinataires de leurs décisions. Elles sont donc souvent composées de magistrats, de représentants des usagers, de membres éminents des professions concernées et de personnalités reconnues pour leur expertise ou leur valeur morale. Ce dernier critère étant bien sûr très subjectif...

Liste non-exhaustive des autorités administratives indépendantes

- Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
- Autorité de contrôle prudentiel (ACP)
- Autorité des marchés financiers (AMF)
- Autorité de sûreté nucléaire (ASN)
- Agence française de lutte contre le dopage (ALFD)
- Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)
- Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN)
- Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)
- Commission nationale du débat public (CNDP)
- Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF)
- Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL)
- Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP)